

Traité de commerce

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Bulletin mensuel de la Chambre de commerce suisse en France**

Band (Jahr): - **(1923)**

Heft 40

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

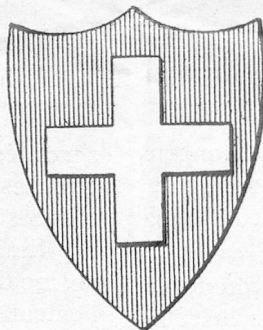
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



BULLETIN MENSUEL

DE LA

CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE EN FRANCE

Siège Social : 61, Avenue Victor-Émmanuel III, PARIS (8^e)

SOMMAIRE

TRAITÉ DE COMMERCE. — LE CHOMAGE EN SUISSE. — FOIRES ET EXPOSITIONS. — IMPOT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — PATENTE. — COURS DU CHANGE ENTRE LA SUISSE ET LA FRANCE; TAXE DE LUXE. — FRANCE-TRANSPORTS; DÉLAIS DE TRANSPORTS G. V.; CHANGEMENTS DE TARIFS; TARIFS HOMOLOGUÉS. — IMPORTATION, EXPORTATION, DOUANES: CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES FORMALITÉS DOUANIÈRES; RÉSUMÉ DES DOCUMENTS OFFICIELS. — AVIS AUX MEMBRES.

TRAITE DE COMMERCE

La Convention Commerciale entre la France et la République Tchèqueoslovaque signée à Paris le 17 août dernier est entrée en vigueur le 1^{er} septembre en attendant son approbation par le Sénat et la Chambre des Députés.

Par cette convention la Tchèqueoslovaquie accorde à la France la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

Nous reproduisons, d'après le Journal Officiel du 31 août, le texte des articles 1, 2 et 3 relatif à l'importation en Tchèqueoslovaquie des produits de provenance française :

ARTICLE PREMIER. — Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de France, des colonies, possessions et pays de protectorat français, énumérés à la liste A, seront admis, à leur importation dans la République Tchèqueoslovaque, au bénéfice des taux de droits conventionnels stipulés à ladite liste, ou de tous autres plus favorables, que la République tchèqueoslovaque accorderait à un autre

pays étranger quelconque, soit en vertu de mesures tarifaires, soit en vertu de conventions commerciales.

Ces taux s'entendent sans préjudice des coefficients que la République tchèqueoslovaque a établi ou pourrait établir à l'avenir.

ART. 2. — Tous produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de France, des colonies, possessions et pays de protectorat français, autres que ceux énumérés à la liste A, seront admis sur le territoire douanier de la République tchèqueoslovaque au bénéfice des taux les plus réduits que la République tchèqueoslovaque accorde ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre puissance, en vertu des mesures tarifaires ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation que toute surtaxe, coefficient ou majoration dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

ART. 3. — Pour l'application des articles 1^{er} et 2 ci-dessus, la France renonce à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la République tchèqueoslovaque pourrait accorder, en matière de tarifs, à tout Etat limitrophe, soit par l'application de l'article 222 du traité de Saint-Germain, soit par application de l'article 205 du traité de Trianon.

De son côté la France reconnaît à la République tchèqueoslovaque le traitement de la nation la plus favorisée par rapport aux trois pays voisins et concurrents nommément désignés dans le

traité, l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie.

Les articles 4 à 9, ci-après concernent l'importation en France des articles de provenance de la république tchécoslovaque :

ART. 4. — Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la république tchécoslovaque énumérés à la liste B annexée à la présente convention seront admis à leur importation en France ainsi que dans les colonies, possessions et pays de protectorat français qui ont le même régime douanier que la France, au bénéfice du tarif minimum, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre puissance en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établis ou pourrait établir.

L'octroi du tarif minimum pour les produits énumérés à ladite liste B implique le traitement de la nation la plus favorisée, mais n'autorise pas cependant la république tchécoslovaque à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France pourrait accorder à ses protectorats ou le bénéfice du régime spécial que la France pourrait accorder en matière tarifaire à certains Etats limitrophes, ou le bénéfice des tarifs que la France pourrait accorder éventuellement aux produits dont l'importation est destinée à faciliter des règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec la France pendant les années 1914-1918.

ART. 5. — Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la république tchécoslovaque énumérés à la liste C ci-annexée bénéficieront, à leur importation en France ou dans les colonies, possessions et pays de protectorat français qui ont le même régime douanier que la France, des pourcentages de réduction indiqués à ladite liste, lesquels porteront sur l'écart entre les taux du tarif général et ceux du tarif minimum. Ces pourcentages resteront les mêmes, quels que soient les relèvements ou abaissements des tarifs, surtaxes ou coefficients que la France pourrait instituer dans l'avenir.

ART. 6. — Si l'un quelconque des avantages

accordés en matière tarifaire aux produits originaires et en provenance de la république tchécoslovaque par les articles 4 et 5 ci-dessus est limité à des contingents ou susceptible de modifications ultérieures, les conditions de l'octroi et du décompte des contingents et, s'il y a lieu, les modalités suivant lesquels une tarification nouvelle serait instituée feront l'objet d'un accord entre les gouvernements des hautes parties contractantes.

ART. 7. — Si la France accorde, à un moment quelconque, à des Etats limitrophes de la république tchécoslovaque qui ne furent pas alliés de la France pendant la guerre 1914-1918, un traitement plus favorable que celui qui est accordé à la république tchécoslovaque pour les produits visés aux listes B et C annexées au présent accord, ce traitement plus favorable s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux dits produits originaires et en provenance de la république tchécoslovaque.

La présente disposition s'entend sous réserve des exceptions prévues à l'alinéa 2 de l'article 4.

ART. 8. — Si la France accorde à l'Autriche et à la Hongrie, à un moment quelconque, pour l'un des produits autres que ceux qui sont énumérés aux listes B et C annexées à la présente convention un traitement plus favorable que celui auquel sont soumis les mêmes produits originaires et en provenance de la république tchécoslovaque, celle-ci aura le droit de réclamer le bénéfice du même traitement pour le même produit ou pour tout produit visé à la même position du tarif français lorsque ce produit est originaire et en provenance de la république tchécoslovaque, à condition que la France ait le droit de réclamer une compensation raisonnable et équivalente de la part de la république tchécoslovaque.

La France s'engage à prendre en due considération toute demande ainsi présentée par la république tchécoslovaque et à faire connaître promptement quelle concession de caractère similaire elle désire en échange. Les gouvernements des deux pays s'engagent à aborder l'examen de ces questions dans un esprit amical et avec le désir mutuel de conclure un accord équitable.

ART. 9. — Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la répu-

blique tchécoslovaque jouiront, dans les colonies, possessions et pays de protectorat français qui n'ont pas le même régime douanier que la France, des tarifs qui y sont appliqués ou qui pourraient y être appliqués aux produits de la nation la plus favorisée, à l'exclusion des avantages qui, en cette matière, seraient réservés aux produits de la métropole.

LE CHOMAGE EN SUISSE

Nombre des chômeurs complets :

A la fin juillet 1923.....	22.722
— juin 1923.....	25.583
— juillet 1922.....	52.180
— juillet 1921.....	55.605
— juillet 1920.....	4.254

Chômeurs partiels :

A la fin juillet 1923.....	12.592
— juin 1923.....	13.585
— juillet 1922.....	28.279
— juillet 1921.....	79.888
— juillet 1920.....	5.338

Nombre de chômeurs par groupe de métiers :

	CHOMEURS	
	COMPLETS	PARTIELS
Exploitation des mines et tourbières	59	»
Agriculture, horticulture.....	289	16
Sylviculture, pêche.....	53	22
Alimentation, boissons et tabacs	582	1.043
Industries du vêtement et du cuir	332	40
Industries du bâtiment et branches connexes peinture	3.331	132
Industries du bois et du verre.....	348	10
Industrie textile.....	2.302	7.462
Arts graphiques, industrie du papier	603	48
Industrie chimique.....	127	698
Industrie des métaux et machines et industrie électrotechnique	2.635	1.402
Industrie horlogère et bijouterie.	2.188	1.311
Commerce et Administration	1.908	19
Industrie hôtelière.	463	»
Transports.	252	10
Professions libérales et intellectuelles.	722	»
Service de maison.	437	»
Main-d'œuvre non spécialisée	6.091	379

FOIRES ET EXPOSITIONS

On nous prie d'informer nos lecteurs qu'une Exposition internationale de *Progrès moderne, Hygiène au foyer, Confort domestique, Alimentation, Industrie diverses*, organisée sous les auspices de la Société d'Hygiène de l'Enfance, aura lieu à Paris, en octobre 1923, aux Galeries de la Boétie.

Par disposition du Ministère des Finances, Direction générale des Douanes, les marchandises destinées à cette exposition seront admises en franchise temporaire de douane.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'Exposition Internationale, Délégation des sections étrangères, 31, rue Faidherbe, Paris (11^e).

IMPOTS SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Façonniers Petits-Artisans

A une demande d'un député tendant à connaître la situation des petits façonniers et des petits artisans vis-à-vis de l'Administration, relativement à l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt cédulaire, Monsieur le Ministre des Finances a répondu :

« Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, les ouvriers travaillant chez eux, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un compagnon, sont considérés comme passibles, non plus de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais de l'impôt sur les traitements et salaires. Il en est de même des artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes ci-dessus énumérées. Ces mêmes ouvriers à façon et petits artisans se trouvent exonérés de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans tous les cas où ils n'étaient redevables de cette taxe que parce qu'ils accomplissaient des actes relevant des professions assujetties à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux. »

Journal Officiel, 23 août 1923.